



**HAL**  
open science

# Philosophie de terrain et photographie documentaire critique : un travail au Chili

Christiane Vollaire, Philippe Bazin

## ► To cite this version:

Christiane Vollaire, Philippe Bazin. Philosophie de terrain et photographie documentaire critique : un travail au Chili. Cécile Cuny; Alexa Färber; Anne Jarrigeon. L'Urbain par l'image. Collaborations entre arts visuels et sciences sociales, Créaphis, 2020, 978-2-35428-151-9. hal-04046755

**HAL Id: hal-04046755**

**<https://hal.science/hal-04046755>**

Submitted on 26 Mar 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

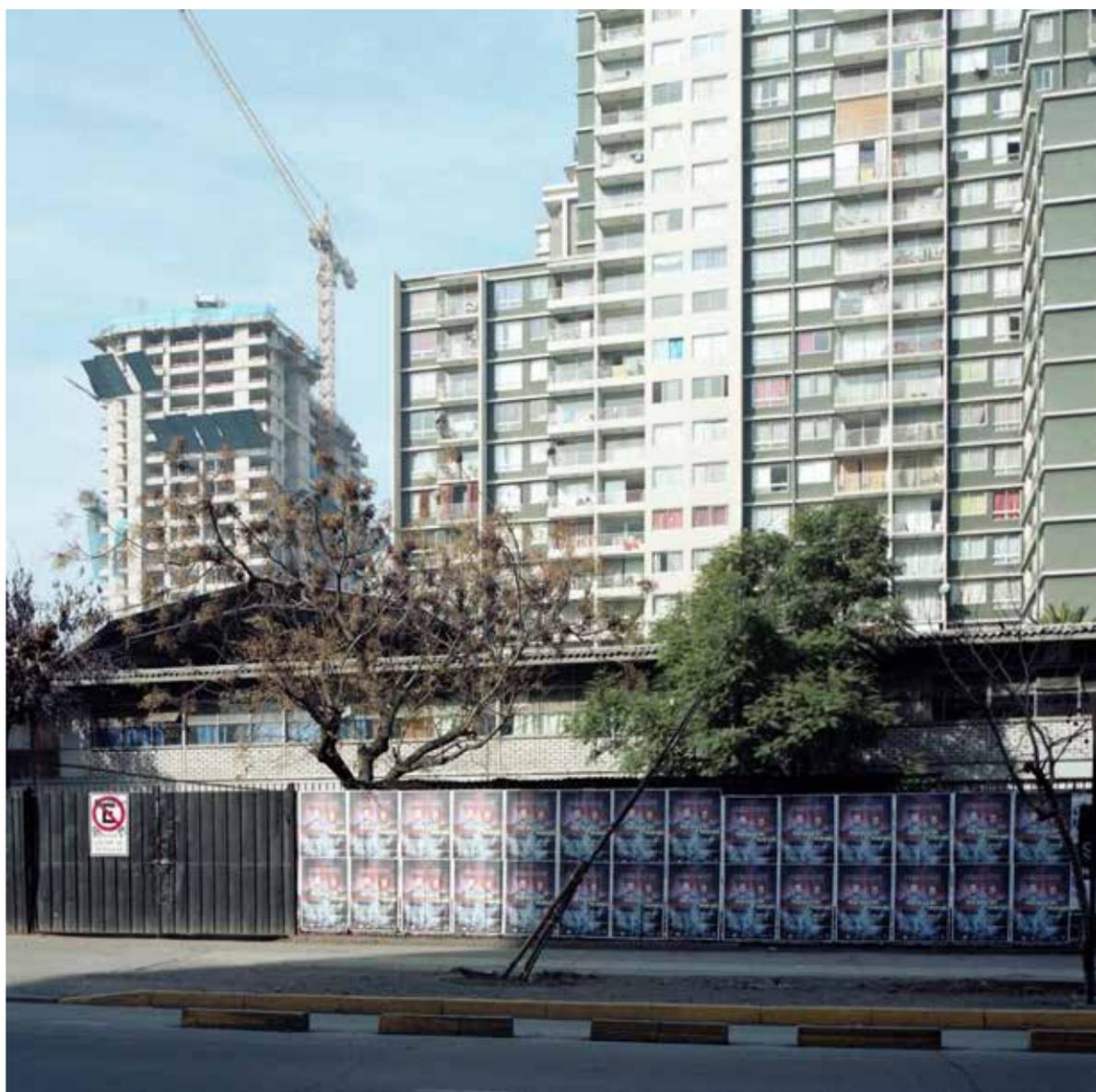
**CHRISTIANE VOLLAIRE, PHILIPPE BAZIN**

**PHILOSOPHIE DE TERRAIN ET PHOTOGRAPHIE DOCUMENTAIRE CRITIQUE :  
UN TRAVAIL AU CHILI**

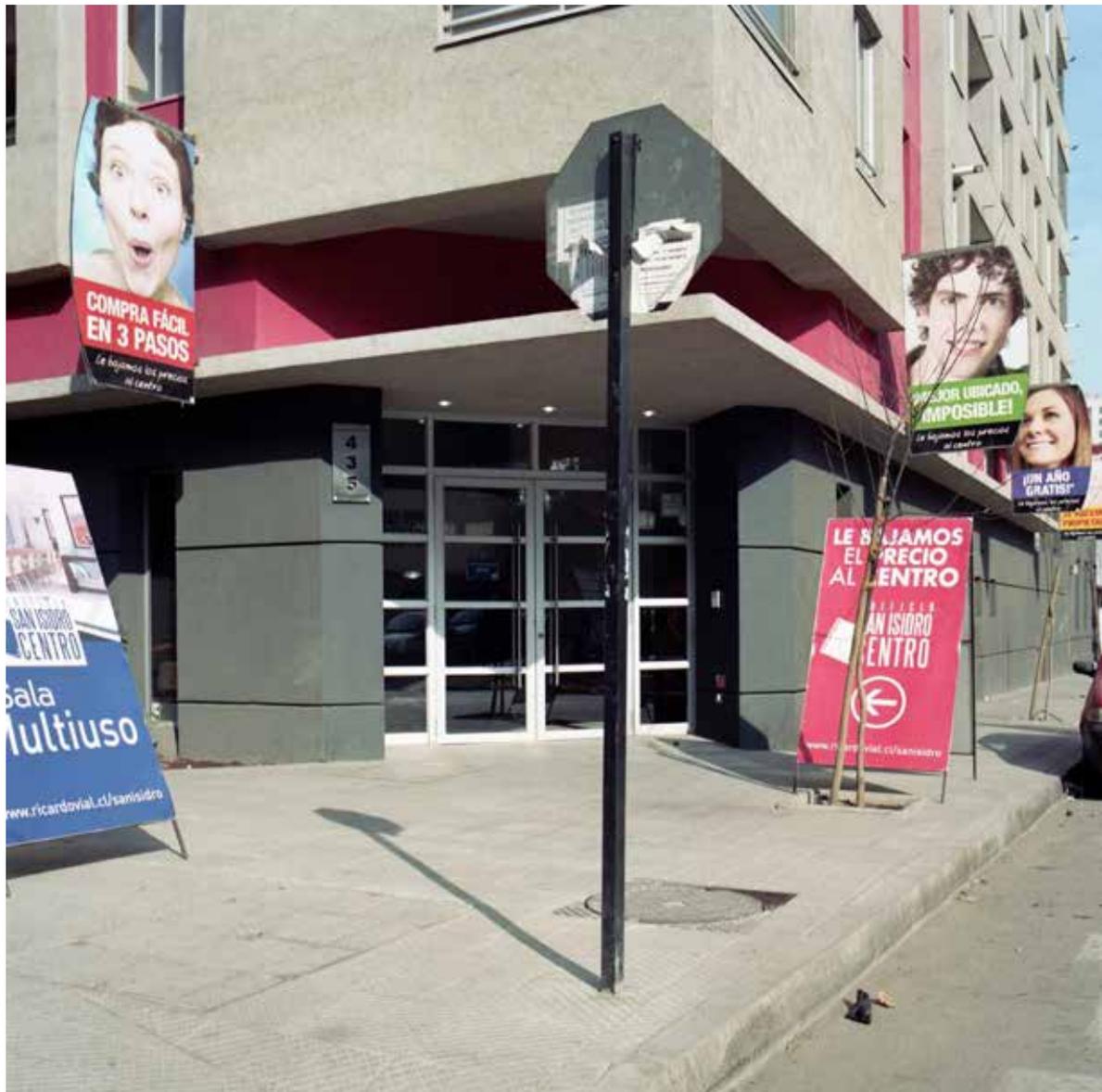
Les photos carrées montrent les constructions de tours et leurs publicités dans le quartier de Protectorat au bord du centre-ville de Santiago du Chili. Les photos rectangulaires montrent les lieux investis par le MPL dans ce même quartier. Ainsi, deux régimes d'habitats s'affrontent, dont les photos rendent compte en confrontant deux régimes d'images et d'affiches. Deux mondes qui semblent irréconciliables, l'un visant au bien-être du corps par l'amnésie, l'autre se référant à l'histoire du pays, de l'Amérique latine et du reste du monde.















**Los Movimientos Sociales**

Los movimientos sociales son grupos de personas que se organizan para defender sus intereses y promover cambios en la sociedad.

**La Acción Colectiva**

La acción colectiva es el resultado de la organización y el compromiso de un grupo de personas que actúan de manera conjunta para lograr un objetivo común.

**Los Espacios Sociales**

Los espacios sociales son los contextos en los que se desarrollan los movimientos sociales, como los barrios, las comunidades o las organizaciones.

**Los Actores Sociales**

Los actores sociales son las personas o grupos que participan en los movimientos sociales, como líderes, activistas o miembros.

**Los Recursos Sociales**

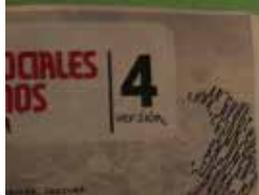
Los recursos sociales son los elementos que permiten a los movimientos sociales actuar, como el tiempo, el dinero o el apoyo comunitario.

**Los Procesos Sociales**

Los procesos sociales son las dinámicas que se desarrollan dentro de los movimientos sociales, como la toma de decisiones o la movilización.

**Los Resultados Sociales**

Los resultados sociales son los efectos que generan los movimientos sociales, como cambios en las políticas o mejoras en las condiciones de vida.

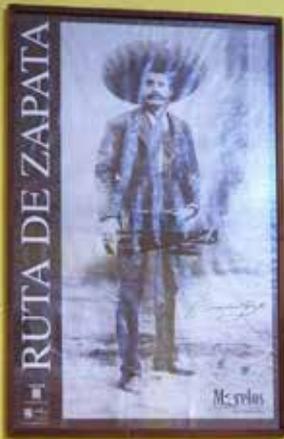
**CURSO DE CAPACITACION**  
"Cooperativa de mejoras en el mejoramiento y construcción de viviendas"

MPL NEOLAB

ORGANIZADO POR: MPL, EL SUCRENO Y EL SUCRENO  
EN COLABORACIÓN CON EL MINISTERIO DE VIVIENDA  
Y DESARROLLO URBANO Y RURAL

DIPLOMADO DE ESPECIALIZACIÓN  
**MOVIMIENTOS SOCIALES LATINOAMERICANOS Y AUTOGESTIÓN COMUNITARIA**









Expresión  
1 Slogán de  
Compañía  
Tres conceptos  
Primer  
1/4  
Palabra  
Aspiración

IMAGEN  
LA GUERRA







**UNIÃO**

**NACIONAL POR MORADIA POPULAR**





À la fin de l'année 2011, la rencontre avec une sociologue chilienne, militante et professeure à l'université, a donné lieu pour nous à un projet de séjour au Chili, en vue de rencontres et d'entretiens. Ce projet, associant photographie documentaire et philosophie de terrain, s'est concrétisé à l'été 2012 autour d'une double approche problématique de l'espace urbain : celle du logement et celle de la mémoire. Les deux ne semblaient nullement liées ; pourtant, le travail de terrain et les discussions que nous avons eues nous ont conduits à prendre conscience de similitudes profondes dans les contextes qui les sous-tendaient. T., professeure de sociologie, nous a mis en relation avec les militants du mouvement des *Pobladores*, revendiquant le droit au logement dans des immeubles promis soit à la destruction, soit à des usages plus rémunérateurs pour les entreprises immobilières, en vue d'activités de spéculation. L'explosion de la bulle immobilière, au Chili<sup>1</sup> comme ailleurs (nous l'avons constaté de la même manière en Turquie<sup>2</sup>, en Égypte<sup>3</sup>, en Bulgarie<sup>4</sup> ou en France<sup>5</sup>), donnait lieu aussi bien à des rapports de soumission qu'à des mouvements de protestation.

Mais ce présent, dont les échos internationaux étaient pour nous si évidents, entraînait aussi en relation avec un passé. Dans cette même ville de Santiago que nous sillonnions pour rencontrer

les protagonistes du droit au logement et les victimes et protestataires de la ségrégation immobilière, une autre histoire des lieux s'était accomplie près de quarante ans plus tôt, de la visibilité des stades à l'obscurité des officines de torture dissimulées dans d'autres immeubles ou de charmantes villas résidentielles. Un double langage de la ville s'élaborait devant nous, tandis que R., lui aussi sociologue, nous emmenait en voiture sur les lieux où on l'avait traîné, entre 1973 et 1975, d'une base occulte à une autre, les yeux bandés.

Mettre en évidence cette relation des lieux aux sujets, du présent au passé, était l'objet de notre volonté d'associer nos deux disciplines, en relation avec des chercheurs qui étaient aussi des militants impliqués dans le devenir politique de leur pays, comme avec des militants qui étaient aptes à penser ce devenir et à réfléchir sur leur propre engagement. Notre objectif n'était cependant pas seulement de produire une « étude », mais d'engager la réflexion par le biais d'une recherche/création qui articule questionnements esthétiques et politiques. Avant d'entamer la présentation de cette articulation entre nos deux propos, il nous a paru indispensable de redonner vie au contexte dans lequel nous nous sommes retrouvés immergés, dont nous connaissions certains éléments alors que d'autres nous ont sans cesse pris à revers.

## Au Chili, une situation inextricable

### Interroger le mouvement des *Pobladores*

Un entretien avec Henry, actuel responsable du mouvement des *Pobladores*, se déroule dans le grand immeuble promis à la spéculation et réquisitionné par le mouvement. Il en éclaire les données :

Le MPL est une alternative d'autogestion. Il organise des jardins d'enfants, des études de prêt universitaire populaire, des réappropriations de maisons abandonnées, un travail auprès des familles qui ont vécu des tremblements de terre. Les choses ne peuvent commencer à fonctionner qu'avec un toit.

Nous circulerons de pièce en pièce et verrons à l'œuvre ce travail d'organisation, d'éducation, de transmission. Des étudiants participent avec les moyens du bord. Chaque espace commun est dédié à une fonction collective qui permet de faire vivre, c'est-à-dire d'aller au-delà des nécessités de la survie pour tenter d'assurer un progrès dans la réflexion commune. Car si « les choses ne peuvent commencer à fonctionner qu'avec un toit », il faut aussi que ce toit commun fasse sens, et que les choses qui fonctionnent ne soient pas seulement de l'ordre de la fonctionnalité organique :

Notre mouvement est plein de contradictions : il vise l'autonomie, mais il ne tourne pas le dos à l'État. Il réfléchit à ce qu'il faut accepter de

l'État pour détruire ce qu'est l'État. Par exemple, pour obtenir le financement et la régularisation des terrains occupés, on est arrivés à l'extrême où des gens se sont suspendus avec des cordes au Palais du Gouvernement, dans les fontaines, dans des gestes risqués.

La mise en jeu du corps, pour obtenir le droit à l'espace de vie, fait partie de ce jeu contradictoire avec le pouvoir que le mouvement veut assumer. Mais notre interlocuteur n'est pas dupe d'une double difficulté de classe : celle de faire militer ensemble des sujets issus de milieux sociaux radicalement différents, sans que se recréent des rapports de pouvoir liés à cette différence même. Et celle du conflit de compétence et de reconnaissance entre des professionnels militants et les professionnels liés au pouvoir :

Autre contradiction : il y a une tension entre le mouvement des professionnels d'origine modeste, et les dirigeants des territoires. Nous avons des architectes, des constructeurs, des sociologues, des historiens, dans le mouvement des *Pobladores*. Mais l'identification commune se fait en tant que *Pobladores*. Ce ne sont pas seulement des personnes de la ville, mais un sujet qui peuple le territoire et exerce une socialité sur lui-même.

Comme son nom l'indique, le mouvement des *Pobladores* se reconnaît comme mouvement populaire. Et cette reconnaissance commune veut fonder une entité « peuple » pour la revendication d'un espace public partagé. Mais cette volonté de partage doit affronter l'autre sens du mot : celui de la partition. Celle-ci ne divise

pas seulement les quartiers que doivent séparer des lignes de classe infranchissables, mais aussi les professionnels de l'architecture et de l'urbanisme, au sein desquels l'appellation même de « populaire » est source de discrédit. David, autre militant du mouvement, évoque cette superposition du lieu de naissance et du niveau d'éducation qui fait du mouvement des *Pobladores* un point de cristallisation critique de la partition de classe au Chili :

Le processus à Santiago est très intéressant. La rénovation urbaine massive expulse les gens. Les limites traditionnelles de Santiago sont celles qui séparent la ville « civilisée » de la ville « barbare ». Dans la dernière année, huit ou dix étudiants ont été les premiers à recevoir une éducation universitaire. Ils viennent des cités « barbares », et l'on continue à les considérer comme tels. La privatisation des universités produit de la dette. Si vous continuez à étudier, c'est parce que vous avez de l'argent.

La partition géopolitique de la ville est ainsi brouillée par la jonction, dans le mouvement, des compétences universitaires et des exigences militantes. Mais elle montre par là même une évidence du caractère barbare de la rénovation « civilisée » qui expulse, et du caractère « civilisé », c'est-à-dire civilisateur et éducateur, d'un mouvement dont bien des cadres sont issus du monde « barbare ».

## Un refus des multiples formes de la désagrégation sociale

Le voyage en voiture, depuis la sortie de l'aéroport, sur la route de la périphérie de Santiago, était déjà éclairant de ces partitions : d'abord de l'urbanisation précaire, des *no man's land*, de la tôle ondulée. Mais la route qui traverse ces lieux est, elle, en bon état : il faut que les décideurs puissent l'utiliser. Puis des zones commerciales, puis la ville. Et là, sur des places entières, des marchés de pauvres, des gens qui vendent leurs affaires étalées par terre sur des toiles. L'une des conséquences de la crise de l'immobilier et de l'impossibilité de se loger et de garder un travail, ce ne sont pas des vide-greniers, mais des vide-maisons : l'équivalent de ce qu'a produit la crise des *subprimes* aux États-Unis, faisant dégringoler toute une part des classes moyennes de condition modeste du côté des sans domicile. La question de la sécurité est doublement aiguë au Chili : outre que l'histoire même du pays est une histoire de violence politique, c'est-à-dire d'accoutumance et d'éducation à la violence, les clivages sociaux retournent aussi cette éducation à la violence du côté des dépossédés. Comme le dit T. dans un entretien :

La violence fait partie de l'histoire de l'Amérique latine. C'est un continent bouffé par la violence des Espagnols, des Portugais, de l'extermination des peuples natifs. L'origine, c'est la violence. Mais après, ça continue d'une manière plus larvée : ce n'est pas la conquête, c'est la recherche de la richesse. [...] Avec Pinochet,

tout s'est dévoilé, tout est sorti de la façon la plus barbare. C'est pourquoi je ne sais pas s'il a modifié, ou s'il a permis que toute la violence qui était enterrée auparavant puisse sortir sans aucun problème. Avec une autorisation, une légitimation de faire n'importe quoi. [...] Tout le monde est capable de faire mal, mais on sent une honte. Mais ici, j'ai l'impression qu'il n'y a plus de filtre, que tout sort sans problème.

C'est précisément cette tenaille de la violence que le mouvement des *Pobladores* tente de déverrouiller, en faisant travailler ensemble des groupes sociaux que le régime de la *Concertation* tend à désolidariser les uns des autres. Mais cette lutte contre la déréliction sociale les contraint aussi, dans les lieux qu'ils veulent se réapproprier, à affronter la délinquance urbaine. T. en donne l'origine :

Dans les années 1990, la drogue est rentrée massivement par le Nord. Auparavant, les jeunes gens se cachaient à la rustine et mouraient empoisonnés. Mais ensuite, la cocaïne et le crack ont commencé à rentrer, et bousillé les Poblaciones. Tout cela conjoint à la démission des syndicats, et à la décision des partis politiques de gauche de se mettre aux ordres du marché.

David, étudiant travaillant avec les *Pobladores*, évoque ce rôle de la drogue sur les lieux mêmes de l'entretien, en nous faisant visiter Protectora, beau bâtiment récemment réapproprié :

Dans le passé, toutes les tuyauteries ont été arrachées par les junkies, pour pouvoir acheter leur drogue. On les a expulsés nous-mêmes, d'une façon qui n'était pas pacifique. On n'a pas fait

appel à la police : ils sont occupés de criminologie. Mais l'un de nos dirigeants les a jetés dehors. Cette maison était abandonnée depuis cinq ou six ans. Les junkies ont quitté les lieux il y a un an.

Comme aux États-Unis, le crack est une véritable arme de neutralisation des populations pauvres. Revendiquer le droit au logement, c'est donc aussi lutter contre l'apathie politique au sein des populations précarisées et combattre, outre la dégradation des lieux, la dégradation du lien social que produit l'addiction aux drogues dures. La conscience de ces tensions est vive dans un mouvement pour lequel les menaces peuvent aussi venir des milieux qu'il veut défendre. À cet égard, le mode opérationnel des *Pobladores* est l'inverse de celui du squat :

Sept familles vivent ici sur le mode de l'occupation. Le propriétaire de la maison est l'État. On est en train de négocier avec le ministère d'État de la propriété pour acheter cette maison et construire trente appartements pour les familles. Avec des subventions, nous pouvons acheter cette maison moins cher que le prix du marché. Si vous voulez acheter dans le centre, le prix du marché est très différent. Nous comprenons l'histoire importante de cette maison. Mais nous sommes convaincus que l'histoire la plus importante de la ville est celle des habitants : comment ils vont construire leur environnement et leur milieu de vie.

## Faire valoir une histoire des habitants

« L'histoire la plus importante de la ville est celle des habitants », et « habitants » est précisément le sens du mot *pobladores*. Les lieux ne valent que dans la mesure où ils offrent la possibilité de faire habiter des personnes; et habiter ne signifie pas seulement être hébergé, ou trouver un toit. Cela signifie exister en tant qu'occupants des lieux, responsables de leur devenir et collectivement impliqués dans leur usage. C'est ce sens de la responsabilité collective que défendent les habitants militants des *Pobladores*, aussi bien à Protectora qu'à Esperanza ou à Franklin, les trois grands lieux de réappropriation revendiqués par le mouvement à Santiago. Dehors, l'immeuble des *Pobladores* à Protectora est isolé au milieu d'un parc immobilier en construction. Une forêt de tours et de grues hérisse brutalement le paysage urbain. David nous dit :

C'est une partie du processus de gentrification : nous nous battons contre ce processus. Les agents de la gentrification sont en plein développement.

À Franklin au contraire, la réappropriation se fait dans un quartier de commerçants :

La rue Franklin est un lieu traditionnel d'abattage des porcs et des bœufs. Le lieu peut contenir trente familles. Nous collaborons avec beaucoup d'organisations. Les réunions ont lieu ici. Il y a aussi une coopérative de femmes qui veulent travailler dans la construction. Il y a des permanents, mais le travail le plus important se fait en assemblée, et dans l'assemblée il n'y a pas de professionnels.

Magdalena, 35 ans, est leader à Esperanza, militante souriante et forte qui brandit devant nous des appels à manifester. Nous la rencontrons sur le marché Franklin où elle travaille sur un stand de vente comme sa mère, Jorgina. Elle est au MPL depuis le commencement. Elle est née ici, sa mère aussi :

Ce qui me pousse à militer au MPL, c'est la nécessité d'avoir une maison à moi. Mon père est séparé de ma mère. Ce sont surtout les femmes qui militent. Il s'agit de travailler ensemble, sur des principes d'autogestion et de solidarité. Tous les mercredis, on a une réunion à 18 h, et on décide des actions à mener pour la lutte, et des étapes suivantes. Il y a 89 personnes dans le groupe, et 50 ou 60 viennent à chaque assemblée. L'action la plus importante, c'est l'occupation des maisons. C'est là que sont décidées les manifestations et les mobilisations. On a été au ministère. Pendant la mobilisation, on est agressées physiquement. J'ai été arrêtée, les flics n'ont aucun égard pour les familles : femmes ou enfants, c'est égal. En face du ministère, il y avait 50 hommes, 50 femmes et 4 enfants. Des charges judiciaires ont été retenues contre eux tous.

Et David rappelle les menaces que les promoteurs immobiliers, appuyés par la police, font peser sur Esperanza :

Il y a quinze jours, le ministère des Biens publics a donné la licence pour vendre Esperanza. Dans les deux dernières semaines, beaucoup de monde voulait voir la maison. C'est une situation dans laquelle les familles sont menacées d'expulsion : il sera possible de virer les gens si la vente se concrétise.

## Dévoiler les soubassements étatiques du dispositif urbain

Mais, dans cette même ville de Santiago où nous rencontrons les militants des *Pobladores*, nous suivons aussi les traces de R., militant arrêté à l'âge de 19 ans, huit mois après le coup d'État du 11 septembre 1973. Une autre cartographie de la ville se dessine : celle des lieux de torture et d'extermination, dans lesquels il sera transféré successivement. Il est essentiel d'écouter ici sa documentation des lieux et des temporalités :

Le 11 mai 74, les policiers perquisitionnent, m'arrêtent et me conduisent à Londres 38<sup>6</sup>. On avait déjà la cartographie de la ville : même avec les yeux bandés, on pouvait déduire l'adresse du Centre secret. J'y suis resté jusqu'au 29 mai 1974. De là j'ai été emmené au stade Chile. Puis, mi-juin, à la Carcel Publica, où j'ai été remis aux mains d'un tribunal. Le procès dure quatre mois : de juin à octobre 1974. J'ai donc été condamné début octobre 1974, au nom de la loi de Sécurité Intérieure, pour formation de groupes de combat. Le processus est le suivant : d'abord, on cherche à extraire l'information, c'est ce qui se fait à Londres 38. Ensuite, c'est le régime « ouvert » : au stade Chile, ou à la Carcel Publica. Si la DINA veut des infos, elle te sort. J'ai été envoyé au camp de concentration de Tres Alamos. Quatros Alamos, qui en est voisin, est un lieu de transit soit vers Tres Alamos, soit vers la Villa Grimaldi. Il y avait deux autres camps de concentration possibles : soit Puchuncavi, près de Valparaiso dans la cinquième région ; soit Ritoque, près de Valparaiso aussi, dans la première région (aujourd'hui, on y trouve le service

national des mineurs abandonnés ou délinquants). J'ai été libéré en novembre 1974, dans le mouvement d'une vague de libérations liées au coup médiatique du procès : il y a eu du bruit autour de ces libérations.

Je suis alors parti en Argentine de novembre 1974 à début février 1975. Ensuite je reviens au Chili, en contact avec l'organisation pour développer des activités de résistance contre la dictature. On a repris les contacts, reconstruit le réseau et repris les communications avec les gens qui étaient en Argentine. Jusqu'à ma seconde arrestation : je tombe le 7 septembre 1975 dans l'avenue Grecia, à côté du stade Nacional. On avait rendez-vous avec un contact qui a donné l'information. J'ai été envoyé au centre de séquestration Cuartel Calle 18, dit « La Firma », qui dépend des services d'Intelligence des Carabiniers. Ils avaient une brigade spéciale : la « Brigade contre les coups de main armés ». C'est cette brigade qui arrête une partie de la structure de l'organisation. À partir du 12 novembre, on est transportés à Quatros Alamos, qui est un lieu de transit secret dirigé par la DINA. Le 16 novembre 1975, on est amenés à Cuartel Terranova (la Villa Grimaldi), pour y rester jusqu'au 23 décembre 1975. On est descendus plusieurs fois de Quatro Alamos à Villa Grimaldi, et réciproquement, pour séparer les informations et que les gens ne sachent pas où ils sont. À la fin du séjour à Cuartel Terranova, on est amenés à Quatros Alamos, lieu de transit. Le 23 décembre 1975, j'ai été amené à Tres Alamos, où je suis resté jusqu'en octobre 1976. En octobre 1976, j'ai été expulsé vers l'Allemagne.

Cette cartographie de la violence est le fruit d'un intense travail de mémorisation et de remémora-

tion, et un tel travail n'a pas vocation à transcrire des souvenirs : c'est un acte politique qui redessine en creux le paysage urbain. R. nous a emmenés dans ces lieux. L'un d'eux, la Villa Grimaldi, fait l'objet d'un véritable combat pour redéfinir une politique de la mémoire à l'encontre des politiques mémorielles officiellement promues par le régime de la *Concertation*. Pour nous, ce travail titanesque de R., qui dure depuis quarante ans, n'est pas simplement une source d'information. Il fait modèle, par l'obstination de son approche rigoureuse des lieux, de ce que doit être notre propre travail.

## Au Chili, entre philosophie et photographie<sup>7</sup>

### Les enjeux spécifiques du terrain au Chili

Tandis que les *Pobladores* revendiquaient une réappropriation matérielle des espaces confisqués par la spéculation immobilière, les militants survivants de la répression policière consécutive au coup d'État de 1973 revendiquaient une réappropriation symbolique, tant singulière que collective, des espaces où ils avaient subi la violence. Et ce que tous dénonçaient, c'était bien le double langage du pouvoir.

C'est pourquoi la question de la réappropriation des espaces conduisait aussi à interroger une politique de la mémoire. Le général Pinochet, figure de proue de l'ultra-violence répressive, était mort. Mais son alter ego, l'amiral Merino, avait sa statue dressée devant le musée de la

Marine à Valparaiso, dont une salle entière lui était consacrée.

Il existe bien un musée de la mémoire à Santiago. Mais les violences y sont traitées sous la forme anecdotique des objets de torture ou des interviews de victimes sur les mauvais traitements subis. Et les vidéos mettent en opposition radicale le moment de la violence politique et celui de la libération démocratique : un édifiant *storytelling* qui finit pour le mieux.

Le biais de la question du logement allait précisément nous permettre d'entendre sa remise en cause. Bien sûr, dans le Chili de 2012 la pratique de la torture n'était plus le mode de gestion ordinaire du politique; bien sûr, les disparitions en masse étaient terminées et l'usage de la terreur avait cessé de se substituer au débat politique. Mais le débat politique avait-il réellement lieu? Le régime, qui n'était plus terrorisant, pouvait-il de ce seul fait être qualifié de démocratique? La parole de la sociologue interrogée, militante passée par les prisons de la dictature militaire, exilée en France puis revenue dans son pays, nous fournissait des éléments de réponse :

Le problème, c'est que Pinochet n'est pas tombé. Il y a eu un referendum, les gens ont voté non, et Pinochet est resté comme sénateur désigné : les forces sont les mêmes. Il y a eu le gouvernement de la Concertation, dans une coalition de gauche démocrate-chrétienne-PS. Mais la dictature est là. Elle n'est pas en action comme elle l'a été contre la société chilienne pendant dix-sept ans. Mais il y a un esprit de la façon de vivre, de l'habitus, qui est ancré au Chili<sup>8</sup>.

Une partie de la définition qu'on peut donner de ce régime de « concertation », et qui en montre les collusions, plutôt que les ruptures, avec le régime militaire précédent, est dans l'évidence de la répartition non seulement des biens, mais des moyens de production : une large part des actions immobilières (comme des actions minières) est aux mains des familles des militaires. Loin d'avoir été déchus, désavoués ou sanctionnés, ceux-ci bénéficient des lois qui leur attribuent de solides garanties non plus pour punir et violenter, mais tout simplement pour s'enrichir. L'impunité n'est pas seulement une problématique morale, elle est aussi et surtout une problématique économique, dont les effets moraux sont en quelque sorte la conséquence politique. Tous nos interlocuteurs en témoignaient, de même que notre visite dans le secteur minier de Chuquicamata, ses espaces de vie en déréliction et les promesses de ses affiches de propagande.

### **Des stratégies urbaines et des contre-stratégies de représentation**

*Penser l'urbain par l'image*, cela revenait pour nous à aborder la ville non pas seulement dans sa surface, mais dans sa profondeur : par les différentes couches de sédimentation qui n'y étaient pas seulement successives, mais co-existantes. Il fallait tenter d'articuler l'actualité la plus immédiate à l'histoire récente et l'histoire récente à celle d'un passé plus ancien. De même que l'his-

toire récente est euphémisée par les politiques mémorielles qui prétendent en rendre compte, l'histoire plus ancienne est historicisée, patrimonialisée dans le récit enjolivé d'une « rencontre des cultures », ou dans le prétendu panache de l'épopée des conquistadors.

Parcourir la ville au rythme des entretiens ne revenait donc nullement à un reportage sur l'urbanisme, mais à un travail de terrain qui suscitait toujours notre étonnement. Et cet étonnement s'accompagnait d'une réticence et d'une inquiétude devant les usages possibles de l'image. La stratégie du photographe consistait à récuser le voyeurisme de la misère, autant que celui de la cruauté politique. À refuser de faire image là où celle-ci risquait de dévoyer son intention. À faire image au contraire de ce qui apparaissait dans la banalité du quotidien, dans la mesure même où celle-ci faisait sens d'une réalité cachée de la prédation. Il n'y a pas plus de neutralité de l'image que de neutralité du texte, mais au contraire une volonté, par la corrélation entre les deux, de marquer un propos, de faire droit à une thèse que la confrontation au réel aura permis de confirmer, ou de découvrir.

Le photographe était souvent présent aux entretiens, dont la teneur orientait les décisions de prises de vue. Mais l'entretien lui-même pouvait faire image : un monde de détermination, de prises de responsabilité, de choix revendicatifs, se déployait dans l'attitude de nos interlocuteurs, dans leur présence physique sur l'espace qu'ils occupaient. Il n'était pas anodin de photographier une rencontre avec entretien de plus

de deux heures dans la rue, car les militants n'avaient alors pas d'autre lieu pour se réunir et nous parler. Ce qui semble ressortir d'un genre, la photographie de rue (*street photography*), porte en fait une tout autre signification qui ne peut s'éclairer que par le contexte du travail sur place. Pour nos interlocuteurs, dénoncer la puissance de la spéculation immobilière, ce n'était pas seulement dénoncer, mais refuser. Occuper les lieux, ce n'était pas seulement prendre le risque de subir les violences de l'intervention policière, c'était aussi s'organiser sur le long terme : mettre en place une école de fortune, un réseau d'éducation populaire, une possibilité de garde d'enfants pour permettre aux femmes de travailler. Et tout cela existait aussi en termes d'effet visuel des espaces réappropriés et décorés d'affiches auto-produites ou non. Là, l'image devait mettre en évidence le projet. Et il n'était pas si facile, dans des lieux encore précaires et peu aménagés, de faire ressortir la volonté d'aménagement plutôt que le désordre, l'intention d'action plutôt que le découragement, les débuts d'une vie collective plutôt que la décrépitude initiale des lieux où les junkies avaient précédemment détruit les canalisations pour de maigres usages de revente du cuivre.

### **L'usage des indices et l'autonomie du travail**

Cette spéculation autour du cuivre nous renvoyait à d'autres espaces, hors des villes, faisant sens de cette contre-urbanisation spéculative

qui vise une rentabilité de court terme, inversement proportionnelle au désir d'habiter. À Chuquicamata, une cité minière avait poussé comme un champignon dans les années 1980 sur les lieux de l'exploitation du cuivre à ciel ouvert. Mais elle avait dû être abandonnée en hâte pour cause de pollution des sols.

À Valparaiso au contraire, les maisons poussées sur les collines autour de la ville faisaient indice d'une inventivité plastique proportionnelle à l'absence de programmation urbaine c'est-à-dire aussi inversement proportionnelle aux nécessités d'hygiène et aux exigences de confort d'une standardisation municipale. Aperçues de loin, elles offraient une vue incroyablement joyeuse et bigarrée aux regards des touristes. Mais pour ces derniers, les hauteurs étaient sinon inapprochables, du moins dangereuses par l'hostilité que génère la pauvreté.

Ainsi, tous les lieux n'étaient pas ouverts à l'entretien, et tous les entretiens ne permettaient pas de faire image. Il existe donc des images sans texte et des textes sans image. Comme il existe aussi des textes qui ont besoin de l'image, et des images qui nécessitent la présence du texte. Mais les photos ne sont en aucun cas une illustration des textes, pas plus que les textes ne constituent une légende des images. À l'encontre des standards de la presse<sup>9</sup>, nous avons choisi un mode de relation du visuel et de l'écrit qui leur permet d'entrer en résonance l'un avec l'autre, de se faire écho en conservant chacun leur autonomie et leurs propres modalités discursives. Cette autonomie ne concerne pas seulement la façon dont

nous présentons notre travail une fois qu'il a pris forme, mais aussi, plus en amont, la façon dont il s'engage et se réalise sur le terrain ; et, plus en amont encore, dans la conception initiale du travail, cette autonomie est liée à ce qu'on pourrait appeler une souplesse orientée. Nous décidons de ce que seront un certain nombre de nos objets, et nous les documentons pour orienter le travail ; mais c'est seulement sur place, en fonction des interlocuteurs, des lieux et des possibilités, que se décident nos manières de procéder. Le travail ne répond en aucun cas à une commande (tous nos projets sur le terrain sont autofinancés), mais à une nécessité qui est la nôtre, liée à ce qui nous paraît être une actualité politique que nous voulons interroger, et dont nous devons trouver la forme esthétique qui prenne en compte le travail de philosophie et le travail de photographie<sup>10</sup>.

Nous ne sommes pas des spécialistes des terrains sur lesquels nous partons, et ne prétendons pas le devenir. Mais nous sommes des professionnels de nos domaines de recherche et nous avons besoin, pour travailler, de la compétence de ceux que nous sollicitons. C'est la raison pour laquelle nous ne les traitons jamais comme des « témoins », mais comme des partenaires de notre réflexion. Quelle que soit leur expérience, elle leur confère un savoir que nous n'avons pas. Et nous sommes en position de demande à leur égard.

## **Une collaboration entre production de texte et production d'image**

L'association d'une esthétique documentaire à un travail de terrain philosophique nous paraît donc éclairer la façon dont l'usage du texte peut s'articuler à celui de l'image, dans une relation qui n'inféode pas l'un à l'autre, mais par laquelle au contraire ils se potentialisent l'un de l'autre. Le choix de la photographie documentaire, comme celui de la philosophie de terrain, ne va nullement de soi, et s'affirme même à l'encontre des courants les plus médiatisés de ces deux disciplines. La photographie documentaire critique, telle que la conçoit le photographe ici<sup>11</sup>, s'oppose au courant dominant du photojournalisme de reportage, impulsé par la diffusion des grands médias et des agences de presse – en particulier depuis la seconde moitié du xx<sup>e</sup> siècle, avec les possibilités d'user d'un matériel photographique léger et de diffuser l'image par le canal des magazines. Usant du sentimentalisme dans la photographie à vocation humanitaire, ou du sensationnalisme dans le reportage de guerre, le photoreportage renvoie à un usage relativement primaire des émotions, voire à une esthétisation du réel dans le sens de la photographie de mode. La photographie documentaire vise au contraire à promouvoir un pouvoir réflexif de l'image, une forme qui donne à penser le réel sur le long terme plutôt qu'à en faire un objet d'affects immédiats. Cette forme critique du documentaire photographique a émergé dans les années 1970 en Californie avec l'œuvre et les écrits de l'artiste Allan Sekula<sup>12</sup>.

En ce sens, elle trouve une interaction avec la philosophie de terrain, dont les antécédents sont nombreux (chez Simone Weil<sup>13</sup> par exemple, lorsqu'elle écrit à partir de son expérience d'ouvrière en usine, ou chez Michel Foucault lorsqu'il tente ce qu'il appelle des « reportages d'idées<sup>14</sup> »), mais que la philosophe a souhaité élaborer de façon spécifique au début des années 2000<sup>15</sup>. À l'encontre d'un usage abstraitif, métaphysique et surplombant des concepts, le travail de philosophie de terrain vise à les faire émerger d'une présence directe sur les lieux, à partir des entretiens avec les personnes qui vont en fournir le matériau conceptuel réélabore philosophiquement. Elle veut fournir des outils critiques pour affronter le réel contemporain dans ses problématiques politiques, plaçant la relation entre politique et esthétique au cœur du dispositif de travail.

Cette collaboration a déjà trouvé une réalisation dans un livre, *Le Milieu de nulle part*, sur les politiques migratoires, réalisé dans des centres d'hébergement et de rétention à travers la Pologne<sup>16</sup>. Elle avait eu un antécédent en 1999 dans un travail sur les *Femmes militantes des Balkans*, qui avait pris une forme différente : celle d'une publication dans la revue *Transeuropéennes* et d'une exposition itinérante à travers l'ex-Yougoslavie à l'initiative de cette revue, puis d'une nouvelle exposition au musée des Beaux-arts de Tourcoing. L'œuvre est maintenant déposée au Cnap. Cette collaboration a aussi eu des suites dans quatre pays différents entre 2011 et 2014 : en Égypte en 2011, sur les événements liés à la chute du régime Moubarak au Caire et à Alexandrie ;

au Chili en 2012, comme on vient de le présenter ; en Turquie en 2013, sur le mouvement de contestation autour du Parc Gezi à Istanbul ; et en Bulgarie en 2014, sur les immolations qui ont eu lieu autour du mouvement de protestation de l'année 2013-2014. Elle s'est concrétisée également en 2016, dans un travail commun autour des camps de réfugiés du nord de la France (dont le plus célèbre est Calais), et en 2017-2018 dans une recherche en Grèce autour des solidarités ayant émergé comme alternatives aux effets désastreux des politiques européennes contre ce pays. Elle a enfin pris la forme, en 2016, d'une exposition autour de plusieurs travaux communs, puis en 2019 d'une deuxième exposition à Gentilly présentant une partie du travail réalisé en Grèce, alors qu'une projection parlée sur le travail en Bulgarie a été présentée de nombreuses fois depuis 2014.

Ainsi, plusieurs formes de création pour montrer le travail réalisé ont déjà vu le jour, le livre, la revue de philosophie et de sciences humaines, l'exposition, la projection et la voix, alors que d'autres formes sont en préparation, comme l'affichage. Dans cette collaboration, chacun de nous suit son propre parcours de création, et chaque jour ce qui est vécu et expérimenté est discuté. Ce n'est pas le matériau lui-même qui fait discussion mais la double relation d'expérience qui produit des contrastes et des angles nouveaux pour l'autre. Les matériaux concrets sont vus et lus après coup, au retour du travail, dans l'atelier, selon la vitesse (ou la lenteur) propre à chaque médium. Cela peut prendre plusieurs mois ou

années pour l'élaboration d'une forme commune dont la matrice générale est celle du montage : montage entre photos, entre photos et vidéos, entre texte écrit et textes des entretiens, et entre textes et images. Dans ce dernier cas, la résonance entre les deux médias n'est pas de l'ordre de la description réciproque ou de la redondance, mais au contraire de l'ordre du frottement, de l'écart, de la contradiction, du télescopage. Cela peut faire écho aux catégories et aux fonctions du montage définies par les frères Schlegel à Iéna au début du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>17</sup>. Ainsi, sans idées préconçues sur ce que seront la forme et les objets de notre collaboration sur un nouveau projet, nous visons une poétique, au sens originel du terme, c'est-à-dire le moment où une question politique peut être représentée et interrogée dans ses complexités, ses difficultés et ses discontinuités pour produire un sens partageable. Il ne s'agit donc pas en définitive de produire une étude de cas (même si nous empruntons certaines formes et dispositifs ayant cours dans les sciences humaines<sup>18</sup>), mais de faire œuvre de recherche/création, aussi bien par le texte que par l'image.

### **Le travail de terrain comme potentiel de mutation**

Le rapport entre l'espace, urbain, suburbain ou semi-rural, et la parole des personnes est essentiel pour nous. Les personnes ne sont alors pas des témoins mais des sujets capables de réfléchir leur propre histoire et, par là, de donner à penser la contextualisation de mouvements tou-

jours vivants. Leur parole donne aussi à réfléchir les usages de la mémoire, dans un pays que la violence ne cesse de traverser. Ce travail a créé des points d'intersection entre photographie et philosophie dans son résultat ainsi que dans tout le cours de son élaboration, où l'un s'est sans cesse potentialisé de l'autre. L'objet de ce texte est donc d'éclaircir ces modalités d'interaction entre une pratique artistique et une recherche en philosophie, à travers une dynamique de spatialisation de la parole et des images.

C'est la raison pour laquelle, dans le programme des entretiens, ceux-ci ne sont pas balisés par un questionnaire préalable, qui risquerait d'en formater les réponses : l'entretien n'est pas un interrogatoire, le questionnement n'est pas essentiellement à nos yeux une enquête, les personnes interrogées ne sont pas des témoins, mais bien plutôt des acteurs de leur propre histoire et d'une histoire collective. Et, plus généralement, le vocabulaire méthodologique de l'enquête de terrain ne nous semble pas pleinement adapté à ce qu'on peut viser ici par l'appellation spécifique de « philosophie de terrain ».

Notre attitude ne se veut donc pas celle d'un enquêteur mais bien plutôt d'un quêteur, voire d'un quémandeur, qui est amené sans cesse à questionner sa propre position, à s'étonner du matériau réflexif que lui fournissent ses interlocuteurs, à se laisser prendre à revers par leurs réponses et par les nouvelles questions que ces réponses amènent, qui sont la plupart du temps de l'ordre de l'imprévisible. Cette prise à revers deviendra non seulement un nouvel objet réflexif,

mais aussi souvent le pivot du travail finalisé.

Au Chili, l'hostilité suscitée par certaines questions, ravivant à notre insu des blessures que nous ignorions, mettant au jour des trahisons que nous ne soupçonnions pas, ouvrira notre recherche à la complexité des tensions familiales que génère nécessairement la violence politique, aux clivages et aux crimes qu'elle suscite entre parents, entre proches, et dont l'entaille, à des dizaines d'années de distance, est loin d'être cicatrisée. Et sur ce terrain cicatriciel, notre attitude sera bien souvent de taire certaines questions plutôt que de les poser, d'esquiver les effets de certaines réponses plutôt que de les approfondir, car il arrive qu'on en apprenne davantage d'un silence que d'une parole, et que le respect du refus de l'autre soit la condition de sa confiance et de la réappropriation de son propre espace mental.

Ainsi sera mise en œuvre la tension philosophique entre universel et singulier, entre collectif et particulier, par laquelle chaque histoire n'est riche que de sa singularité et ne fait pour tant sens que de son rapport au collectif. Dès lors, c'est le projet initial lui-même qui sera amené à muter dans sa confrontation au terrain et qui ne s'enrichira que de ses propres facultés de mutation. De toutes ces mutations, la mutation des images sera bel et bien l'un des effets. De la possibilité d'une prise de vue à la décision qui en est prise, puis de la prise de vue à la découverte de l'image par le photographe, puis de cette découverte au travail sur l'image qui en est la conséquence, toute une série de reconfigurations vient en perturber le sens ou faire irruption d'un nou-

veau sens. On peut en voir une expression dans ce que le photographe appelle ici « l'attitude heuristique » : « L'heuristique permet donc, dans ce double mouvement réflexif et hasardeux, de découvrir ce qu'on peut travailler, non un savoir qui ne saurait être préalable dans un processus de recherche, mais ce processus lui-même. L'usage des analogies et des rencontres d'idées et concepts apparemment sans relations les uns avec les autres permet d'accéder progressivement à un véritable art de la critique des documents auxquels on se réfère.<sup>19</sup> »

Et le frottement de l'image au texte va à nouveau les faire muter l'un comme l'autre. Il produira de nouvelles mises en relation, de nouvelles séries, de nouveaux renvois, de nouveaux échos, dont le choix final de la relation texte-image<sup>20</sup> sera le résultat. Pour ce qui concerne le Chili, cette finalisation est en cours.

## Conclusion

Le travail au Chili s'est ainsi déroulé d'une manière bien différente de celle que nous avons envisagée. Il s'est heurté plus d'une fois aux réticences de certains de nos interlocuteurs, dans le temps même où leur désir de parler et de montrer était le plus fort.

Nous n'envisagions pas cette forme de feuilletage du monde urbain à laquelle nous avons été conviés; mais elle a donné sens à un projet d'ensemble qu'elle a animé autour des questions corrélatives de la lutte contre les formes différenciées

de la domination politique et de la violence économique.

Habiter, circuler, sillonner; mettre en œuvre l'intensité de sa lucidité les yeux bandés au fond d'une voiture de police ou les yeux grands ouverts dans une manifestation de rue; affronter la violence d'État sous la forme de sa cruauté la plus aiguë ou sous celle de l'euphémisation globalisante, c'est toujours être situé dans un espace, qui devient, pour celui qui tente d'y faire valoir ses droits, un espace stratégique. Dans *La Géographie, ça sert d'abord à faire la guerre*, Yves Lacoste écrivait : « L'aménagement du territoire n'a pas pour seul but de maximiser le profit, mais aussi d'organiser stratégiquement l'espace économique, social et politique de façon à ce que l'appareil d'État puisse être en mesure de juguler les mouvements populaires. <sup>21</sup> »

Le travail de terrain comme nous l'envisageons vise ici, par le repérage des soubassements du dispositif urbain et du quadrillage militaire et policier qu'il permet, à mettre en évidence la réalité du contrôle et la maîtrise redoutable des espaces de circulation, de transport et d'occultation qui sont la condition de la violence politique. Il permet aussi d'en montrer la permanence, et d'aider à saisir la réalité des filiations entre le passé d'un régime ostensiblement violent, et le présent d'un régime de violence plus sournoise (ou plus ciblée contre des catégories de population discriminées, comme le montre le comportement policier à l'égard des Indiens Mapuches qui revendiquent, dans le monde rural, leurs terres à l'encontre des grandes compagnies forestières).

Si, pour l'instant, l'œuvre souhaitée par nous deux n'a pu voir le jour sur ce sujet, un portfolio de photographies, montées en diptyques, peut donner une idée même partielle de nos intentions. En effet, le montage présenté en ouverture fait émerger toute la violence des différents rapports dont il a été question dans ce texte. D'un côté, des immeubles de grande hauteur se construisent, accompagnés de tout un discours publicitaire le plus souvent mensonger, de l'autre côté de la page, les lieux réoccupés par le MPL déploient modestement un tout autre discours qui tient compte des luttes passées et de l'histoire politique du continent sud-américain depuis plus d'un siècle. La forme du montage, ici, reprend celle qui a été utilisée par différents photographes documentaires au cours de l'histoire. Ainsi Bill Brandt, en Angleterre dans les années 1930, n'hésitait pas à provoquer cet entrechoquement violent de réalités opposées pour mettre à jour ce qui lui semblait être une indispensable vérité.

Notre travail vise donc à faire valoir la possibilité, pour des mouvements collectifs autour du territoire, de ne pas se laisser juguler. De ce point de vue, une politique de l'image, comme une politique de l'entretien, doit aussi viser à ce que la parole des personnes, au même titre que la manière dont sont montrés leurs espaces de vie, de production ou de combat, ne puisse porter ni la grossièreté du discours de la propagande, ni le défaitisme d'un discours du fait accompli, qui est de son côté la forme de propagande favorite de tout pouvoir abusif. C'est peut-être la tension

entre ces deux écueils qui pourrait le mieux définir une politique documentaire, en photographie comme en philosophie.

- 
1. Christiane Vollaire, « Vies parallèles au Chili : le souffle du futur », *Outis*, janv. 2013, C. Vollaire « Spatialisations stratégiques », *Actuel-Marx-Intervenciones* n° 15, août 2013.
  2. Philippe Bazin, *Le Musée du silence*, ensemble de photographies et vidéo : « Les Innocents », « Vider les lieux », « Le Mur », « Manifestation I, II et III », Istanbul 2013, voir [www.philippebazin.fr](http://www.philippebazin.fr).
  3. C. Vollaire, « En Égypte : un possible entre les réels. Autour de la place Tahrir, en décembre 2011 », *Outis*, janv. 2013.
  4. C. Vollaire et Ph. Bazin, *Terre brûlée*, projection parlée à deux voix et photographies, divers lieux.
  5. *Vider Calais*, texte de Christiane Vollaire et photographies de Philippe Bazin, édité par le Centre d'art Château Coquelles, Dunkerque, 2019. C. Vollaire, « Des enclaves post-coloniales » in Samuel Lequette et Delphine Le Vergos (dir.), *Décamper*, La Découverte, 2016, p. 168-177.
  6. Centre de séquestration qui tire son nom de sa localisation, au 38 de la rue de Londres à Santiago.
  7. Ph. Bazin a publié trois livres sur internet, à partir des photographies de ce travail au Chili : sur le mouvement des *Pobladores*, *MPL* : <http://www.blurb.fr/b/4003666-mpl>; sur Valparaiso : *Les maisons sauvages sur les collines* : <http://www.blurb.fr/b/4033807-les-maisons-sauvages-sur-les-collines>; sur Chuquicamata, Calama et le désert d'Atacama : *Chuquicalamata* : <http://www.blurb.fr/b/4178974-chuquicalamata>.
  8. C. Vollaire a, de son côté, fait paraître deux articles sur ce travail au Chili : C. Vollaire, « Vies parallèles... », *op. cit.*; C. Vollaire, « Spatialisations... », *op. cit.*
  9. Les citations dont la référence n'est pas donnée sont tirées des entretiens menés en juillet-août 2012 au Chili.
  10. « Le photojournalisme est le produit des contraintes économiques qui pèsent sur le journalisme en général » (Howard Becker, « Sociologie visuelle, photographie documentaire et photojournalisme : tout (ou presque) est affaire de contexte », *Communications* n° 71, 2001, p. 335.)
  11. Cf. *Femmes militantes des Balkans*, expositions en 2002 à Galerie d'Art du Kosovo, Prishtina; Centre de Décontamination culturelle, Belgrade; Galerie de l'Académie des Arts, Sarajevo; Centre d'Art Contemporain, Podgorica; Tocka, Skopje. *Le milieu de nulle part*, exposition au musée des Beaux-Arts de Calais, 2010. *Terre Brûlée*, projection parlée à Sciences Po, Lyon, 2016; à L'Auberge des idées, Villejuif, 2016; au cinéma Eldorado, Dijon, 2016; lors des Rencontres plébéiennes, Fertans, 2017; à l'École des Beaux-arts de Marseille, 2018; à l'EHESS à Paris en 2019.
  12. Ph. Bazin, *Pour une photographie documentaire critique*, Créaphis, 2017.
  13. Allan Sekula, *Écrits sur la photographie*, Beaux-Arts de Paris éditions, 2013.
  14. Simone Weil, *La condition ouvrière*; 1<sup>re</sup> éd. avec avant-propos de Albertine Thévenon, Gallimard, 1951.
  15. Michel Foucault, « Les reportages d'idées », *Dits et écrits*, T. II, Gallimard, 2001, p. 706.
  16. Voir C. Vollaire, *Pour une philosophie de terrain*, Créaphis, 2017.
  17. Ph. Bazin, C. Vollaire, *Le Milieu de nulle part*, Créaphis, 2012.
  18. Georges Didi-Huberman, *Passés cités par JLG*, Minuit, 2015, p. 167-168.
  19. Hal Foster, « Portrait de l'artiste en ethnographe » in *Le Retour du réel*, Bruxelles, La Lettre volée, 2005, p. 213-247.
  20. Morad Montazami, « L'événement historique et son double. Jeremy Deller, The Battle of Orgreave », *Images Re-vues*, n°6, 2008, en ligne : <https://journals.openedition.org/images-re-vues/334>, consulté le 22 oct. 2018.
  21. Ph. Bazin, *Pour une photographie...*, *op. cit.*
  22. Ph., « Politique des rapports photographies/textes », *Infrance*, n° 10, 2016, p. 48-55.
  23. Yves Lacoste, *La Géographie, ça sert, d'abord à faire la guerre*, La Découverte, 2012, p. 64.